

Le français langue étrangère en Algérie : entre héritage linguistique et langue de communication.

Oudina amina

Universite 20aout 1955 skikda

Résumé

الملخص:

Le présent article est une réflexion sur le parcours de la langue française en Algérie. Cette langue a su s'imposer dans une société riche de son patrimoine linguistique et culturel. Héritage linguistique et/ou langue de communication reléguée au second plan par une politique éducative d'arabisation, la place qu'occupe le français langue étrangère passionne et ne cesse d'être d'actualité

Son enseignement/apprentissage est au centre d'incessant débat pédagogique, éducatif, social et politique. Aussi, nous reviendrons sur l'histoire de son implantation dans le paysage sociolinguistique algérien. Ces faits nous permettront de comprendre la politique linguistique adoptée et son impact sur cette langue et sur les représentations individuelles et collectives des algériens. Finalement, nous essaierons d'établir un état des lieux du français langue étrangère, tant sur un plan linguistique qu'éducatif.

Mots clés : Français langue étrangère, politique linguistique, arabisation, représentations, statut.

ما بين الإرث اللغوي والتواصل
يعد هذا المقال إمعان تفكير في مسار اللغة الفرنسية بالجزائر،
فقد تمكنت هذه اللغة من فرض وجودها في مجتمع يتسم بترائه
اللغوي والثقافي الثري.
ورغم كونها إرثا لغويا و/أو لغة تواصل، تم إدراجها ضمن المرتبة
الثانية عن طريق سياسة التعريب التربوية، إلا أنها لا تزال
تستحوذ على الاهتمام ولا تزال حديث الساعة، في بلد قيد
التغيير والتطوير المستمر، ويزال تواجهها مستقبلها وكذا حركتها
محل جدل مستمر، بيداعوجيا واجتماعيا وسياسيا.
ومن هذا المنطلق، سوف لا بد أن نعود إلى تاريخ تجدها في
الساحة السوسيوثقافية والسوسiolغوية في الجزائر؛
حيث تسمح لنا تلك الأحداث بإزالة اللبس عما أثير في
السياسة المنتهجة لغويا في الدولة الجزائرية، وتقييم تأثير هذه
اللغة في تشكل الخيال الفردي والجماعي للجزائريين.
وفي الأخير، سوف نقوم بتكوين تصور لوضعية اللغة الفرنسية
على اعتبار أنها لغة أجنبية في الجزائر، وذلك على الصعيد
اللغوي والتربوي.

الكلمات المفتاحية:

الفرنسية لغة أجنبية- السياسة اللغوية- التعريب- التشكل-
الوضعية

Introduction

Avec près de huit millions de locuteurs qui maîtrisent plus au moins correctement la langue française¹, la société algérienne consomme sans modération cette langue et lui confère une place de choix.

Cette réalité est due en totalité à la longue présence coloniale de la France en Algérie. Mais aussi à la scolarisation et l’instruction en masse de jeunes algériens au lendemain de l’indépendance. Après la transition douloureuse que connut une société algérienne, privée de ses droits élémentaires, de ses biens nationaux, de ses libertés, on éprouva le besoin d’une culture ou plus exactement, d’un enseignement, c’est dire combien un peuple qui a une longue tradition culturelle tolère difficilement le vide intellectuel et se sent capable, pour satisfaire un tel besoin, d’adopter une autre langue, à défaut de la sienne propre qui lui est désormais interdite.²

Pour parler du parcours de la langue française en Algérie, un retour sur l’histoire s’avère impératif. Quelques haltes sur certains faits et vérités seront nécessaires pour comprendre, à la fois, la politique éducative algérienne postcoloniale et le statut de la langue française dans l’Algérie d’aujourd’hui.

1- De 1830 à 1962 : la conquête, la colonisation, la guerre : la langue française et la langue arabe

Cette première période de 132 ans d’occupation française représente pour les Algériens un siècle et demi de déracinement, de misère, de déculturation et d’analphabétisme. Il va sans dire que la France a imposé aux autochtones (indigènes) une politique qui a engendré à la veille de l’indépendance un climat de haine, de peur et de rejet sur un double plan :

celui de l'assimilation et de l'appartenance à une France et une civilisation à laquelle tout leur était opposé et l'utilisation d'une langue qui n'était pas la leur.

De 1830 à 1871, la France inflige aux Algériens colonisés, les sévices d'une guerre avec tout ce qu'elle comporte de violences et de destructions (humaines, matérielles, intellectuelles et culturelles), et là l'histoire, les témoignages, les chiffres et les statistiques ont suffisamment étayé cet aspect.

Trop occupée à conquérir tout le territoire Algérien, la France n'accorda aucune importance à la scolarisation des autochtones, au contraire comme le démontre Y.Turin³, une régression importante de la fréquentation des enfants Algériens de l'école est à relever, les établissements scolaires sont détruits ou fermés, conséquence d'une guerre ou volonté d'un colonisateur ?

Les rapports des gouverneurs français de l'époque sont eux aussi sans appel quant à la situation de l'éducation de la population autochtone, Daumas et Urbain affirment que la misère avait, partout, gagné l'enseignement (...) le résultat de notre politique fut désastreux, la presque totalité des écoles primaires furent délaissées (...), la même ruine frappa les médersas (...), les zaouïas trop rapprochées de nos centres d'occupation furent abandonnées (...). ⁴

Si officiellement la France, civilisation moderne, allait civiliser l'Algérie, civilisation traditionnelle⁵, la réalité était autre, une fracture sociale était effective et un fossé s'était creusé entre deux populations que tout opposait si bien que, A. Tocqueville disait en 1847 qu' autour de nous les lumières sont éteintes [...] c'est dire que nous avons rendu la société

musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître.⁶

L'enseignement n'était autorisé et réservé qu'aux français de souches, les maîtres étaient français et les cours dispensés étaient semblables à la France métropolitaine, la langue française était alors devenue langue officielle et jouissait d'une suprématie totale, elle était présente partout de l'administration, au commerce, dans les écoles, les rues...etc.

En parallèle les autochtones n'avait pas le droit de fréquenter les écoles françaises, seules les portes des zaouïas, médersas et mosquées leurs étaient ouvertes et pour un apprentissage beaucoup plus d'ordre théologique car il était question d'apprendre le coran et de former des muphtis, cadis et talebs⁷, nous assistons réellement à une séparation scolaire⁸.

Aussi et paradoxalement, deux systèmes éducatifs coexistent en même temps, d'une part il y a l'école française pour satisfaire les besoins des petits européens, et d'autre part il y a l'école des indigènes pour les petits Algériens.

Dans ce contexte l'apprentissage de la langue française se faisait non à l'intérieur de l'école mais à l'extérieur sur le tas, au contact avec elle, par le biais de l'administration et des colons, sachant, que la majorité des Algériens travaillaient chez eux.

La conquête coloniale qui s'est accompagnée d'un discours sur la nécessité d'amener l'instruction⁹, la civilisation et la modernité, n'aura finalement laissé que misère et désolations. Il est à noter, comme

l'affirme k.t.ibrahimi, que la scolarisation n'a finalement touchée qu'une faible partie de la population : 2% en 1888, 3,5% en 1902, 4,5% en 1912, 5% à peine en 1914, 8,9% en 1938 et seulement 15% en 1954, avec 85% d'analphabètes, taux pouvant atteindre 98% pour la population féminine dans certaines régions¹⁰.

Finalement, l'instruction, l'éducation et l'épanouissement des algériens n'aura lieu qu'après l'indépendance, à cet effet dans ses mémoires, Ahmed Taleb Ibrahimi, ministre de l'éducation nationale de 1965 à 1970, père de la politique linguistique d'arabisation et fils de Bachir Ibrahimi cofondateur de l'association des oulémas musulmans, dira au ministre français Edmond Michelet en 1967 en visite à Alger :

« Monsieur le ministre, après 130 ans de prétendue mission civilisatrice, la France au moment de quitter l'Algérie en 1962 a laissé 300.000 enfants algériens apprenant la langue française. Aujourd'hui, ils sont près de deux millions à le faire. »¹¹

Étonnamment, les algériens francophones ne naissent en masse qu'après l'indépendance.

2- De 1962 à 1999 : Reconstruction et affirmation d'une identité : la langue française à l'épreuve

Au lendemain de l'indépendance, l'heure est aux bilans, après 132 d'occupation, le taux d'analphabétisme est de l'ordre de 85%.

La tâche de la reconstruction s'annonçait colossale, dorénavant, l'école, l'instruction, le système éducatif allaient devenir la priorité de l'état algérien souverain, T.Kaci souligne que chaque fois qu'elle se trouve confrontée à une crise et qu'elle est mise en situation de relever d'importants défis, la société interpelle son école [...] tous ceux qui

cultivent le rêve d'une société émancipée, juste, sereine regardent l'éducation comme la voie royale qui y conduit.¹²

L'état algérien allait-il conserver le système éducatif hérité du colonialisme avec la langue française comme langue officielle privilégiée ? Allait-il réformer l'éducation ? quelle (s) politique (s) linguistique (s) allaient prévaloir ?

La réponse ne tarda point, puisque A.Benbella, premier président de la république, dans sa première allocution officielle énonce sans équivoque le cadre dans lequel doit se définir l'identité algérienne :

« Nous sommes des arabes, des arabes, dix millions d'arabes, il n'y a d'avenir pour ce pays que dans l'arabisme »¹³ discours du 05/07/1963

La couleur est annoncée, la rupture totale avec le passé devait préparer l'avenir et devait être consommée. Les décisions que prendra l'état algérien allaient bouleverser sa réalité sociale, culturelle, politique et linguistique. Cette rupture, cassure avec le colonialisme préludera à la naissance de la politique linguistique appelée « arabisation », cette dernière symbolisait aux yeux des dirigeants de l'époque, un retour aux origines arabo-musulmane, une affirmation d'une identité longtemps bafouée et la récupération du paradigme perdu qui est la langue arabe, comme le précise H.Dahmane, l'atteinte linguistique en Algérie [...] la politique linguistique coloniale visait l'acculturation et l'expulsion de la langue arabe et des dialectes Algériens.¹⁴

Lors d'un discours prononcé le 01/11/1967, le président H.Boumédiène affirmait qu'il fallait :

« Rendre à l'arabe sa dignité, son efficacité en tant que langue de civilisation. »¹⁵

La langue française devait donc laisser la place à la langue arabe, comment ? Quelle allait être cette politique linguistique ? Quels sont ses buts, objectifs ? La question centrale était donc et de fait de substituer la langue arabe à la langue française.

« Arabisation », soubassements d'une politique linguistique

Avant de revenir sur cette politique linguistique, il faut rappeler le paysage plurilingue de l'Algérie. Si Khaoula Taleb Ibrahim¹⁶ distingue trois sphères :

La sphère arabophone

Il s'agit de l'arabe dialectal, ou l'arabe algérien (darrija), véritable langue de communication des algériens et l'arabe classique (fusha), enseignée uniquement à l'école et devenue langue officielle de l'Algérie indépendante.

La sphère berbérophone

Il s'agit de parlers berbères « ces parlers Amazighs, comme on les dénomme, contiennent le plus vieux substrat linguistique de cette région et sont de ce fait, la langue maternelle d'une partie de la population [...] au même titre que les parlers arabes auxquels ils sont apparentés puisqu'ils appartiennent à la même famille chamito-sémitique. »¹⁷ Ces parlers sont le kabyle, le chaoui, le m'zabi et le targui.

La sphère des langues étrangères

Il s'agit de la langue française « qui a le plus perdurée et influencée les usages, bouleversée l'espace linguistique et culturel Algérien »¹⁸ la langue anglaise et l'espagnol dans l'ouest du pays¹⁹.

Pour Y.Cherrad et Y.Derradji²⁰, parler de sphère hermétiquement close, relèverait de la méconnaissance des mouvements de populations. Les auteurs mettent l'accent sur un fait, que pendant la guerre de libération et après l'indépendance, la mutation de la société algérienne avec les déplacements de populations vers les grandes villes industrielles, a permis un important brassage et une interpénétration social des groupes linguistiques en présence, si bien qu'il n'existe pas de monolingue ignorant totalement l'arabe dialectal²¹, l'arabe classique ou le français, compte tenu de leur enseignement obligatoire à l'école.

Nous nous demandons alors, comment toutes ces langues en présence ont été gérées par le jeune état pour construire une Algérie nouvelle et souveraine, forte de son histoire ?

Définition d'une politique linguistique

Pour L.J Rousseau, d'une manière générale, on entend par politique linguistique toute forme de décision prise par un état, par un gouvernement ou par un acteur social reconnu ou faisant autorité, destinée à orienter l'utilisation d'une ou plusieurs langues sur un territoire donné ou à en régler l'usage.²²

A partir de 1963, la première politique et l'unique est lancée « arabisation », son objectif premier est le changement statutaire de la langue française, la langue arabe (classique) est promulguée langue officielle du pays, par conséquent, elle devient première langue de communication et de transmission du savoir. La langue française quant à

elle prend le statut de langue étrangère, or pouvons-nous rendre étranger ce que nous avons côtoyé pendant 132 ans ?

Nous allons revenir dans ce qui suit, sur l'évolution et l'application effective de cette politique, les principaux faits et dates énumérés sont puisés dans les travaux de G.Grandguillaume²³ et K.TalebIbrahimi²⁴

La rentrée, 1963-1964, verra la première année primaire complètement arabisée alors que l'Algérie n'est pas capable d'assurer cet enseignement, elle sera mise dans l'obligation de faire appel à l'Egypte qui enverra près de 1000 instituteurs et institutrices, afin de former cette nouvelle génération à l'arabe écrit.

La langue française perd du terrain puisque déjà sur les 30 heures d'enseignement qui lui étaient consacrées 10 vont dorénavant à l'arabe, la machine «arabisation » se met en route.

Les présidents qui se succéderont ne feront que s'inscrire dans un continuum celui d'appliquer à la lettre cette politique et ce malgré les différents critiques et rapports qui mettent en avant un échec certain du système éducatif algérien et de la politique d'arabisation.

Cette dernière a été entamée à la hâte, sans aucune étude, d'ordre sociologique et pédagogique à court et à long terme n'a été faite.

De 1967 à 1977, sous la présidence de Houari Boumediene les deux ministres respectifs de l'éducation Ahmed Taleb Ibrahimi et Abdelhamid Mehri prendront des décisions et engageront des changements importants dans le système éducatif, ce qui déterminera par la suite le statut de la

langue française et déséquilibrera à jamais le paysage linguistique algérien avec notamment :

- L'arabisation totale du primaire entre 1964 et 1971
- L'arabisation du moyen et du secondaire à partir de 1971
- L'introduction de l'arabe à l'université avec une licence d'histoire en arabe et une section arabe à la faculté de droit en 1968
- La suppression d'une chaire de berbère tenue par Mouloud Mammeri à l'université d'Alger en 1973.

En parallèle, les ordonnances et décrets ministériels se succèdent et imposent la généralisation de l'utilisation de la langue arabe dans tous les secteurs, communicationnels, administratifs, juridiques ...

Dès 1976 l'état civil est arabisé, les plaques d'immatriculation, les noms de rues. Le français comme le berbère et l'arabe dialectal ne trouvent plus leur place dans la société algérienne, même si, la réalité socioculturelle et linguistique est autre.

Les dirigeants en poste semblent vivre dans une Algérie différente de celle du peuple où la prééminence n'est qu'à l'arabe classique qui n'est en réalité usitée que dans tout ce qui est officiel.

Il faudra attendre 1977 pour que Mustapha Lachref, ministre de l'éducation tire la sonnette d'alarme, quant au niveau de l'enseignement, conforté en cela par un rapport de l'UNESCO sur les situations et le niveau de l'éducation en Algérie.

Ce constat permettra de freiner l'arabisation complète du supérieur avec la reprise de la formation d'enseignement bilingue et le rétablissement d'une section « lettres bilingues » mais voilà cette halte n'est que de

courte durée puisqu'à la mort de Boumediene 1978, le nouveau président Chadli Bendjdid relance le processus d'arabisation.

En 1980, plusieurs filières telles que les sciences sociales, politiques, juridiques et économiques sont arabisées.

En janvier 1991, une nouvelle loi est portant sur la génération de l'utilisation de la langue arabe est promulguée.

L'enseignement du français considéré comme la première langue étrangère est mis à rude épreuve puisqu' on compte lui substituer l'anglais.

En effet, les élèves peuvent maintenant faire le choix de leur première langue étrangère dès la quatrième année primaire, réforme qui n'apportera aucun résultat et qui sera mise en secondaire quelques années plus tard. Comme le souligne Derradji Yacine, beaucoup de parents qui avaient pris option pour l'anglais regrettent de l'avoir fait, certains d'entre eux avaient même exigé le changement au profit de la langue française au cours de la même année scolaire, après avoir constaté que leurs enfants étaient en décalage avec la réalité sociolinguistique de la famille et de la société algérienne.²⁵

En 1992, le bref passage de Mohammed Boudiaf en tant que président Du conseil d'état ne sera marquée que par le gel de la loi de 1991 portant sur la généralisation de l'utilisation de la langue arabe, son successeur Liamine Zeroual la relancera en 1996 avec une application le 05 juillet 1998.

De 2000 jusqu'à nos jours : l'ère du renouveau, du modernisme et de l'ouverture

Le secteur de l'éducation est au plus bas et jamais n'a connu une telle baisse de régime, le manque de moyens de formation et d'encadrement se fait sentir le système éducatif algérien est à bout de souffle et souffre de plusieurs maux, les limites de la politique linguistique adoptée apparaissent. Bouteflika déclarait dans un discours prononcé à Oran en juillet 1999 :

« Le niveau a atteint un seuil intolérable, au point où le diplôme algérien qui était reconnu par la Sorbonne, Harvard et Oxford jusqu'aux années 80, n'est plus accepté pas même par les universités maghrébines. Les étudiants tunisiens et marocains venaient en Algérie pour étudier la médecine et la pharmacie. Aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit [...] je pose solennellement devant le peuple algérien les problèmes de l'école, du primaire au secondaire jusqu'à l'enseignement supérieur. La situation est dangereuse, très dangereuse. Et si nous continuons dans cette direction, nous irons d'un analphabétisme vers un analphabétisme encore plus grand. »²⁶

Un changement radical et urgent s'impose, revoir la situation de l'enseignement en général et celui des langues en particulier était devenu incontournable, c'est ce qui se fera avec l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika au pouvoir 15 Avril 1999, ce dernier installera en 2000 une commission pour la refonte du système éducatif algérien.

La mission confiée à cette dernière était la révision tous les programme, toutes matières confondues, cependant, une attention particulière est accordée aux langues étrangères en particulier le français. Un nouveau manuel conforme aux nouvelles pédagogies et approches didactiques est proposé, son enseignement devient obligatoire à partir de la 2ème année, ensuite, de la 3^{ème} année primaire et non de la 4ème année, son statut est revalorisé puisque reconsidéré.

L'ère Bouteflika semble être plus ouverte, mais surtout consciente de l'enjeu de l'enseignement/ apprentissage des langues étrangères et de la richesse de la langue française en tant que langue de scientificité, de communication et d'ouverture sur le monde, d'ailleurs à cet effet le président souligne que :

« les voies du renouveau nationale étaient tracées (...) sur les importante questions nationales qui doivent donner lieu à l'ouverture de grands chantiers (...) la réforme du système éducatif algérien (...) l'école algérienne sera en mesure de s'ouvrir plus largement et sans complexe sur le monde extérieur (...) la maitrise des langues étrangères est devenue incontournable pour d'une part permettre l'accès direct aux connaissances universels et favoriser l'ouverture sur d'autres cultures et d'autre part accéder rapidement aux nouvelles technologies notamment dans les domaines de l'information, la communication l'informatique qui sont entrain de révolutionner le monde »²⁷

Le discours du président aspire le renouveau, la nécessité de s'ouvrir sans complexe sur le monde, ses cultures, l'apprentissage et le passage par une langue de communication devient par ailleurs une nécessité absolue pour accéder à la science et à la technologie.

Nous noterons qu'à cette période le président Bouteflika s'adressait à la nation comme à l'étranger en français, signe de sa volonté de rompre avec ses prédécesseurs, mais aussi de rétablir un certain équilibre et éviter une concurrence entre le français et l'arabe, le président affiche une politique sereine, sans hypocrisie et proche du paysage socioculturel et sociolinguistique de son peuple.

Le français aujourd'hui, état des lieux

Après quatre décennies de dévalorisation et une volonté d'éradication, traduite par une politique linguistique démesurée, le français est toujours présent dans la société algérienne.

un statut extraordinaire lui est accordé, R.Sebaa considère que la langue française occupe en Algérie une situation sans conteste unique au monde, sans être la langue officielle, elle véhicule l'officialité, sans être la langue d'enseignement, elle reste une langue de transmission du savoir, sans être la langue d'identité, elle continue à façonner de différentes manières et par plusieurs canaux, l'imaginaire collectif.²⁸

De langue officielle, le français est passé à langue étrangère, mais voilà pouvons-nous gommer la mémoire et l'histoire ?

Salah Kherfi²⁹ disait, qui nous a envahi a aussi envahi notre langue. Mais notre langue et son rêve demeurent inégalés.

Kateb Yacine disait « c'est un butin de guerre » mais aussi « c'est en français que nous proclamons notre appartenance à l'Algérie »

Aujourd'hui, un climat propice au changement se profile à l'horizon, il y a une réelle prise de conscience, le rôle et l'importance de la langue française pour la société algérienne de demain n'est plus à contester.

Pourtant il est important de mettre en exergue certains aléas nés de la politique d'arabisation. Plusieurs études d'A.Elimam, S.Heddid, A.becetti, Y.Derradji...etc. en sociodidactique et sociolinguistique sur le terrain algérien relèvent un nouveau phénomène, celui de la naissance d'un nouveau langage et parlent surtout chez les jeunes.

Pour F.Bouhadiba, ce phénomène d'appropriation, de restructuration d'une langue sur le plan du contenu aussi bien que sur le plan de l'expression laisse entrevoir des façons d'agir et de faire, en fait des façons de s'exprimer en français avec des colorations africaines³⁰.

Ce que nomme G.Manessy, une sémantaxe.³¹, une réappropriation pure de la langue française à travers des néologismes et un métissage entre des langues en présence.

Pour Abassi.A³² dans son étude sur les productions langagières de jeunes algériens, note que ces dernières témoignent d'une très grande créativité

et innovation linguistique caractérisée essentiellement par un métissage linguistique dont les formes les plus saillantes sont l'emprunt. Nous citerons quelques exemples :³³brocé(procès), boulici (policier), falisa (valise), fista (veste)..., les mots hybrides : hittiste(chomeur), dégoutage(dégout), khobziste (opportuniste)...stc

A ce propos M.Benrabah affirme que l'ère postcoloniale marquée par une plus grande tolérance vis-à-vis des déviations syntaxiques et phonétiques a également permis l'émergence d'un français d'Algérie. En effectuant ce travail d'appropriation, ce dernier est finalement parvenu à exprimer la réalité culturelle algérienne. Ce français d'Algérie s'est naturellement intégré dans le système social des Algériens [...] il suffit, pour s'en convaincre, de lire les titres de journaux francophones algériens : le monolingue francophone de l'hexagone pourrait éprouver quelques difficultés à comprendre certains messages, tant ces derniers sont imprégnés de connotations inhérentes à la réalité algérienne. Kateb Yacine, dès l'indépendance a revendiqué à la fois la reconnaissance du pluralisme linguistique en Algérie à travers l'institutionnalisation de l'arabe algérien et de tamazight, le maintien du français qu'il décrivait comme « un butin de guerre ». ³⁴

Dans les villes où l'usage de l'oral du français était intensif, l'imprégnation du français a atteint des proportions telles qu'elles ne

ménageaient parfois, dans une phrase, qu'une structure minimale. L'exemple caricatural souvent cité est cette phrase :³⁵

Krazat-u at-tumubilramassaw-h mursuwâtmursuwât. « L'automobile l'a écrasé, ils l'ont ramassé morceaux par morceaux »

Le phénomène s'est tellement généralisé que même au supérieur et dans des classes de langues nous assistons impuissants à l'alternance codique de la part de nos apprenants, normal, qu'on a suivi un cursus de 16 ou 17 ans en arabe, et on se retrouve du jour au lendemain, parachuté dans une filière scientifique n'ayant comme langue d'enseignement que le français, c'est devenu, une des raisons d'échec d'important nombre de nos étudiants.

C'est un vrai dilemme, d'autant que dans un sondage réalisé par l'institut Ecotechnics 59% des sondés sont favorables à l'enseignement des matières scientifiques en français³⁶

La langue française est présente partout, de la radio aux chaînes télévisées, à la presse, aux foyers algériens, et reprend du poil de la bête, grâce notamment aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et à leur tête la parabole et internet.

Aussi, cette langue en cinquante ans d'indépendance, n'a jamais disparu du paysage linguistique et socioculturel algérien, la preuve en est qu'elle reprend naturellement, implicitement et officieusement son statut de langue de prestige.

Les écoles privées poussent comme des champignons surtout dans les grandes villes telles qu'Alger, Oran, Constantine, et ne dispensaient leurs cours qu'en français jusqu'à un passé récent.

La réouverture des instituts culturels français, avec un taux de fréquentation très élevé. Même les noms de magasins et de divers commerces portent le nom d'un couturier français de luxe, ou d'un personnage connu, ou d'une ville française, cela dénote encore une fois, de l'influence consciente ou inconsciente de cette langue sur les représentations des algériens, elle représente à la fois, l'ouverture, le modernisme et le prestige. A cet effet le président Bouteflika disait lors d'une intervention le 16 juin 2000 devant l'assemblée nationale à Paris :

« La langue française et la haute culture qu'elle véhicule restent, pour l'Algérie, des acquis importants et précieux que la réhabilitation de l'arabe, notre langue nationale, ne saurait frapper d'ostracisme. C'est là une richesse à même de féconder notre propre culture et c'est pourquoi le français, à l'instar d'autres langues modernes, et plus encore en raison de ses vertus intrinsèques et de son ancienneté dans notre pays, gardera une place qu'aucun complexe, aucun ressentiment ni aucune conjoncture quelconque ne saurait lui disputer.³⁷

Le malaise de la société Algérienne semble être ressenti par ses dirigeants, dans une société où : « la langue française oscille constamment entre le statut de langue seconde et celui de langue étrangère privilégiée, elle est partagée entre le déni officiel d'une part, la

prégnance de son pouvoir symbolique et la réalité de son usage, d'autre part. »³⁸

Aujourd'hui, le jeune état, ne peut que prendre des mesures qui vont à l'écoute de son peuple, de ses besoins et réalités culturelles et linguistiques, construire l'avenir en regardant le passé sans complexe.

Conclusion

Pour G..Grandguillaume, l'histoire de l'Algérie est déniée par le pouvoir. Pays le plus phrancophone, mais qui nie le bilinguisme, l'Algérie est en position de considérer une page importante de son histoire comme nulle et non avenue.³⁹

La langue française est trop souvent réduite aux intentions ou aux prétentions des pouvoirs politiques successifs en Algérie, la question de la place de la langue française dans la société algérienne, réapparaît alternativement en se re-chargeant de contenus, de significations ou de symboles en fonction des conjonctures, des intérêts ou des enjeux.⁴⁰

Les espoirs suscités par la réforme du système éducatif en 2000, se sont vite estompés, laissant la place à une instabilité et une régression encore plus importante de l'enseignement/apprentissage de la langue française, et encore une fois le politique l'a emporté sur l'éducatif. D.Temim affirme que la politique d'arabisation s'est traduite globalement par deux conflits : l'un qui opposait la langue arabe à la langue française,

l'autre qui opposait cette langue aux dialectes arabes et berbères. Ces conflits de nature politique ont relégué à l'arrière-plan les aspects pédagogiques et culturels de l'opération. [...] le bilan débouche sur une baisse de niveau qui se traduit par une absence de maîtrise de la langue française, et des situations d'échecs vécus par les apprenants [...] le français n'est donc plus considéré comme langue d'enseignement, mais comme matière à enseigner [...] ces conditions dans lesquelles s'effectue l'apprentissage du français à partir du primaire jusqu'au secondaire ne permettent qu'à une minorité d'élèves d'en user correctement, parce qu'ils l'auront appris non à l'école, mais plutôt au sein de leur milieu familiale. »⁴¹

L'enthousiasme aura été de courte durée, même introduite dès la troisième année primaire, la maîtrise d'une compétence de communication et d'un bilinguisme solide par nos apprenants devient aujourd'hui très difficile, sinon dans certaines régions de l'Algérie, comme le sud en particulier, une mission quasi impossible.

Et pour cause, un enseignement désuet qui ne se pratique que par le biais d'un seul manuel scolaire s'adressant à toute l'Algérie aussi diverse et riche qu'elle soit culturellement et linguistiquement parlant, toutes filières confondues.

Le volume horaire qui varie entre trois et cinq heures par semaine suivant les filières et qui est insuffisant, le manque de moyens matériel et humain pour pallier à des déficits important du corps pédagogique.

L'impact et les conséquences de la politique linguistique d'arabisation sont certains et indéniable sur le système éducatif algérien, en général est sur la langue française et son enseignement en particulier, l'heure n'est plus aux lamentations et hésitations, mais aux changement et prises de décisions, même historiques.

Une réforme en profondeur du système éducatif, doit intervenir et ce en urgence pour endiguer un tant soit peu les dégâts, et sauver les générations à venir, nous devons impérativement nous défaire de tous les complexes et les tabous qui nous entravent.

Cette dynamique autour de la langue française comme outil et véhicule d'un développement harmonieux ne se fera jamais au détriment de notre appartenance, de notre arabité ou amazighité, à nous de dépasser les clivages néfastes en créant les voies de la diversité linguistique. Pour G. Grandguillaume, une indépendance peut être arrachée par la force d'une révolution, si elle peut être reconnue de l'étranger, il reste encore à l'assumer de l'intérieur en se reconnaissant à soi-même le droit d'être indépendant !⁴²